

# REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR

TIRER PARTI DES VILLES  
COMME **MOTEURS DE LA  
CROISSANCE ET VECTEURS  
DE LA TRANSFORMATION  
STRUCTURELLE**

2024

## © 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Cet ouvrage est le fruit du travail du personnel de la Banque Mondiale et de contributions externes. Les conclusions, interprétations et opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Banque Mondiale, de son Conseil d'Administration ou des pays qu'ils représentent. La Banque Mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent de la part de la Banque Mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire et ne signifient en aucun cas que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

### Droits et autorisations

Le contenu de cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque Mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source soit citée, dans le respect des conditions suivantes :

**Attribution** - Veuillez citer le travail comme suit : Banque Mondiale. 2024. «Revue de l'urbanisation de Madagascar : Tirer profit des villes comme moteurs de croissance et de transformation structurelle.»

**Traductions** - Si vous créez une traduction de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante avec l'attribution : Cette traduction n'a pas été créée par la Banque Mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de la Banque Mondiale. La Banque Mondiale ne peut être tenue responsable du contenu ou des erreurs de cette traduction.

**Adaptations** - Si vous créez une adaptation de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale de la Banque Mondiale. Les points de vue et opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'adaptation et ne sont pas approuvés par la Banque Mondiale.

**Contenu appartenant à des tiers** - La Banque Mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'un élément ou d'une partie de l'œuvre appartenant à un tiers n'enfreigne pas les droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images.

Toute question concernant les droits et les licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à World Bank Publications, **The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org)**

**Crédits photographiques** - Les images utilisées dans ce rapport proviennent de la Banque Mondiale et/ou proviennent de sources différentes, mentionnées au cas par cas sur le crédit de chaque photo.

**Design.** Mpanao Hatsarana, MpH™





# T ABLE DES MATIÈRES

- 1 BUTS ET OBJECTIFS DE LA REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR**
- 2 LA SITUATION ACTUELLE DES VILLES MALGACHES**  
Les tendances de l'urbanisation
- 3 LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT**  
Défis et contraintes qui freinent les villes malgaches
- 4 UNE PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE**  
Domaines de réforme clés et actions prioritaires



## 1 BUTS ET OBJECTIFS DE LA REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR

- Contribuer à la Politique Nationale de Développement Urbain de 2019, le principal document de politique décrivant les priorités pour les villes de Madagascar et à la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation Émergente de 2022,
- Servir d'outil de diagnostic pour identifier les principaux obstacles à une croissance urbaine durable et équitable dans le pays,
- Offrir un ensemble de priorités d'investissement recommandées et leur séquençage, pour aider les gouvernements à prendre des décisions éclairées sur le développement futur des villes,
- Promouvoir une approche intégrée du développement urbain et améliorer les capacités des gouvernements,
- Aider les dirigeants des villes et les responsables politiques nationaux à :
  - i. Réfléchir stratégiquement aux opportunités offertes par l'urbanisation,
  - ii. S'attaquer aux principaux goulets d'étranglement qui freinent les avantages potentiels de l'urbanisation,
  - iii. Élaborer des plans pour résoudre les problèmes les plus urgents des villes, et
  - iv. Créer un consensus entre les niveaux national et local afin d'orienter l'agenda de la politique urbaine.



## Typologie des villes de Madagascar par taille de population

	MÉTROPOLE	GRANDES VILLES	VILLES MOYENNES	PETITES VILLES
<b>Définition</b>	<b>Antananarivo et son agglomération</b>	<b>Pop &gt; 100 ,000</b>	<b>Pop &gt; 25 – 100,000</b>	<b>Pop &lt; 25 ,000</b>
<b>Population</b>	<b>2, 664,647</b>	<b>1,526,146</b>	<b>2,272,970</b>	<b>1,209,223</b>
<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>49</b>	<b>116</b>
<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rareté des terres</li> <li>▪ Fortes inégalités sociales : accès aux services, au logement et au foncier</li> <li>▪ Forte densité même dans les zones à risque</li> <li>▪ Étalement urbain important</li> <li>▪ Besoin d'institutions, d'outils et de financements solides pour « refaire » la ville</li> <li>▪ Fonction économique très importante</li> <li>▪ Coordination entre 38 communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rôle économique et géographique stratégique</li> <li>▪ Principaux défis en matière de prestation de services</li> <li>▪ Début de l'étalement urbain</li> <li>▪ Financement substantiel nécessaire au fonctionnement de la ville</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance rapide de la population</li> <li>▪ Avoir un rôle de villes relais dans les zones de croissance</li> <li>▪ Confrontées au défi de développer les équipements parallèlement à la croissance urbaine rapide</li> <li>▪ Nécessité d'une planification simple mais efficace qui correspond aux capacités et aux tailles des municipalités</li> <li>▪ Peut anticiper les investissements en capital foncier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sous-équipé</li> <li>▪ Première interface urbaine avec les zones rurales</li> <li>▪ Dépendantes du soutien direct du gouvernement central</li> <li>▪ Capacité institutionnelle locale à renforcer</li> </ul>



# 2 LA SITUATION ACTUELLE DES VILLES MALGACHES

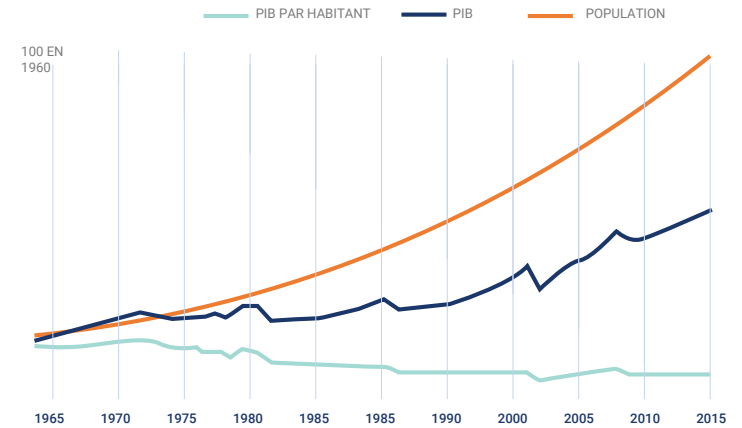
## Les tendances de l'urbanisation

### UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR :

L'urbanisation devrait contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

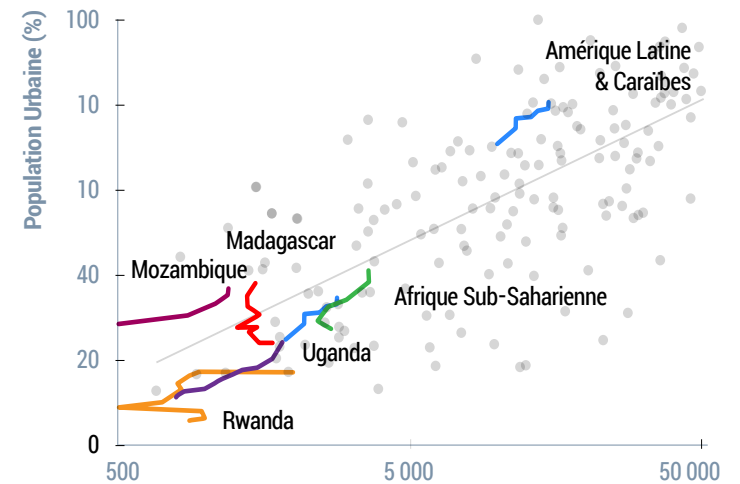
- Les villes malgaches génèrent 75% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays dont 44% dans la capitale Antananarivo
- Bien qu'ayant un taux d'urbanisation plus rapide que les autres pays d'Afrique subsaharienne (4,4 % contre 4,0 %), Madagascar a un PIB par habitant inférieur à celui des pays de comparaison et le revenu réel par habitant est en baisse - actuellement environ 45 % en dessous de son niveau de 1960.
- La valeur ajoutée dans le secteur des services - qui est l'une des principales activités économiques dans les villes - a stagné depuis 1990 en tant que part du PIB.

### ÉVOLUTION DU PIB 1960 - 2020



Source: Diagnostic Systématique du Pays (SCD) Madagascar, 2022.

### PIB PAR HAB (PPA, CONSTANT 2011 INT.\$)



Note: Les points gris correspondent aux valeurs de 2017 pour tous les pays.

Les villes attirent la population et se développent, mais principalement de manière informelle.

**La plupart des emplois dans les villes malgaches sont informels,** basés sur des services non échangeables, environ 60% des emplois dans les villes sont informels et seulement 14% des personnes sont employées dans des secteurs échangeables.

**La pauvreté augmente au lieu de diminuer avec l'urbanisation.** En 2020, 81 % des habitants vivent dans l'extrême pauvreté au niveau national, contre 78 % en 2010 et 64 % au début des années 2000. Une personne pauvre sur cinq vit dans des zones proches des grandes villes.



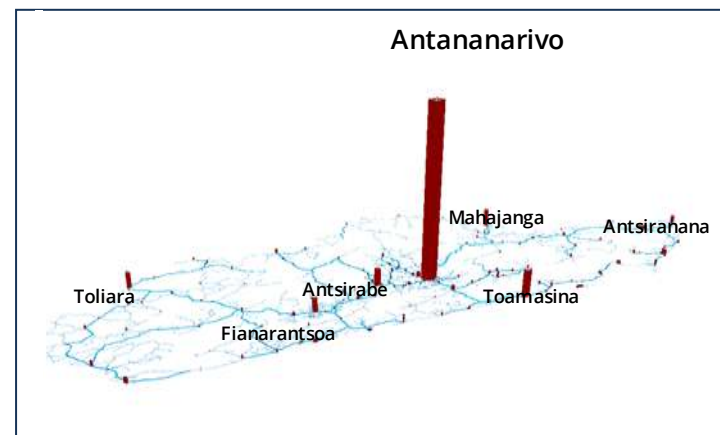


## INVESTIR MAINTENANT OU PAYER PLUS CHER PLUS TARD

Plus de la moitié de la population du pays vivra dans des zones urbaines d'ici 2036, en raison de l'exode rural – en raison de la transformation des gros bourgs en ville – et de la croissance des villes elles mêmes.

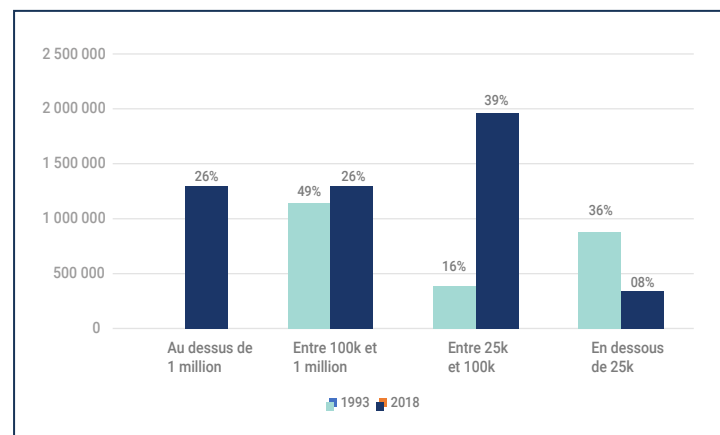
- Les migrations sont principalement dues à des facteurs d'incitation qui poussent les gens à quitter les zones rurales, conjuguées avec l'attrait des villes en tant que centres de prospérité.
- La croissance démographique d'Antananarivo (Tana) est régulière, la ville accueillant 60 000 à 100 000 nouveaux habitants chaque année.
- Mais la population des villes moyennes (25 000 à 100 000 habitants) augmente plus rapidement que celle des grandes villes et des petites villes (5 000 à 25 000 habitants).

### ► RÉPARTITION DE LA POPULATION SUR LES 7 PLUS GRANDES VILLES



Source: Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) et Observatoire de l'Aménagement du Territoire (OAT), 2018

### ► DISTRIBUTION DES POPULATIONS PAR TYPE DE VILLE



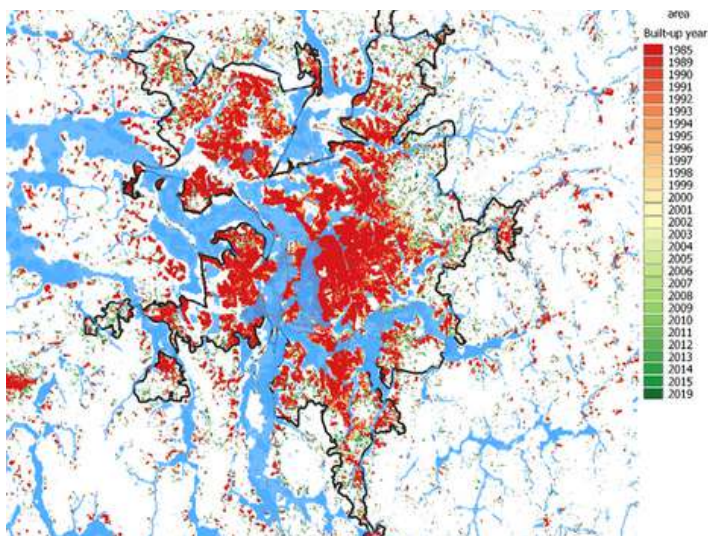
Source: Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) et Observatoire de l'Aménagement du Territoire (OAT), 2018



## L'urbanisation rapide a conduit à :

- **Des quartiers informels mal desservis et à l'occupation précaire**, abritent plus de 60% des résidents urbains et la plupart des emplois informels. À Antananarivo, 77 % des établissements sont informels et inférieurs aux normes de UN-Habitat.
- **Au développement informel qui se fait en grande partie dans les zones à risque**. En effet, la planification et la gestion des terres ne permettant pas de faire face à la croissance conduit à de grave dégradation de l'environnement et augmentation des risques de catastrophe (notamment les inondations).
- **L'expansion urbaine et l'informalité font qu'il est de plus en plus coûteux pour les villes de fournir des services de bas** c'est-à-dire d'étendre les réseaux d'eau/assainissement/drainage, d'augmenter la collecte des déchets solides, etc.

### ► L'EXPANSION URBAINE DANS LES ZONES INONDABLES D'ANTANANARIVO



Source: Banque Mondiale avec les données de DLR (2020) et Fathom (2015)

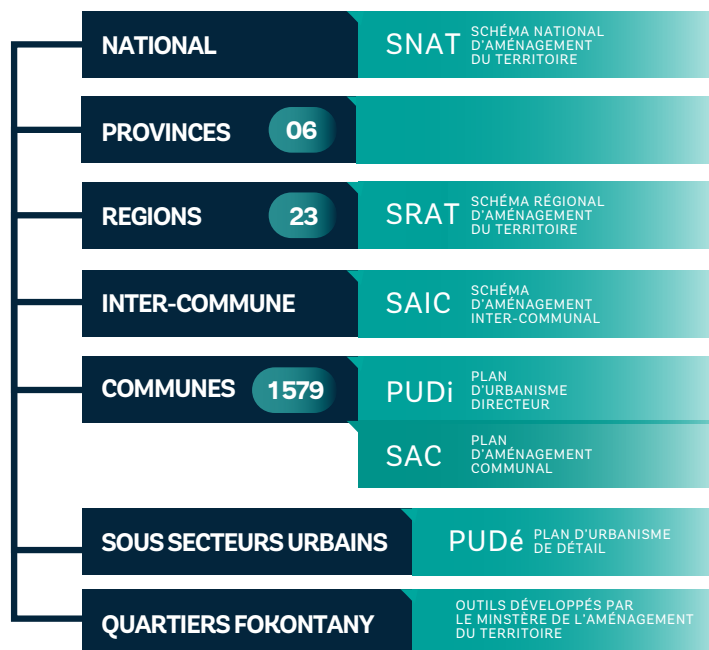




# 3 LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT

## 1. UN SYSTÈME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DÉFICIENT ET LES DIFFICULTÉS DE MISE EN ŒUVRE QUI EN DÉCOULENT ENTRAVENT LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ET LA RÉSILIENCE.

Les divisions administratives et le cadre d'aménagement du territoire de Madagascar



- Il existe des visions du développement territorial et des villes, mais elles n'ont pas été traduites en plans stratégiques pour soutenir la croissance durable des villes.
- La Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (PNAT) et la Politique Nationale De Développement Urbain (PNDU) sont les principaux documents d'orientation définissant la vision des villes, mais la planification et les actions stratégiques sont davantage axées sur les secteurs et désarticulées entre les acteurs locaux et régionaux.
- La plupart des villes ne disposent pas d'un plan d'urbanisme.
- Les gouvernements locaux manquent de capacités financières et institutionnelles pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et faire respecter les plans.
- Le système d'aménagement du territoire n'empêche pas le développement dans les zones vulnérables. Bien que des réglementations nationales ont récemment été adoptées pour inclure le changement climatique et les risques dans les instruments de planification urbaine.



## 2. LA FAIBLESSE DE L'ADMINISTRATION FONCIÈRE EXACERBE L'INFORMALITÉ ET ENTRAVE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- **La réforme foncière innovante lancée par le gouvernement en 2005 a permis de décentraliser la gestion des terres dans les zones rurales, de reconnaître les droits coutumiers ruraux et de garantir les droits de propriété ruraux. Mais la gouvernance foncière urbaine n'était pas couverte par la réforme foncière et fait face à des défis différents :**
- Les registres fonciers et les cadastres sont incomplets, obsolètes, et ne reflètent pas l'occupation actuelle des terres.
- Les marchés fonciers dans les zones urbaines sont actifs mais surtout informels.
- Les capacités de l'administration foncière urbaine doivent être renforcées pour répondre aux besoins locaux.





**Une réforme foncière urbaine comparable à celle entreprise pour les zones rurales est nécessaire de toute urgence.**

Le manque de clarté des droits de propriété urbaine et la faiblesse des systèmes d'administration foncière posent de sérieux problèmes dans les zones urbaines en expansion :

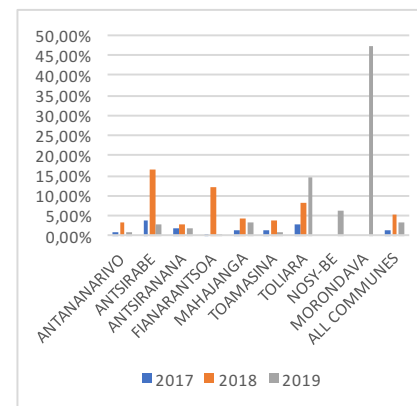
- Entravent la planification urbaine, limitent les investissements du secteur privé et freinent le développement des zones urbaines,
- Menacent la cohésion sociale en raison des conflits au sein des familles, entre voisins et avec le gouvernement, et
- Limitent la collecte d'impôts et donc la capacité des gouvernements locaux à lever des ressources essentielles.



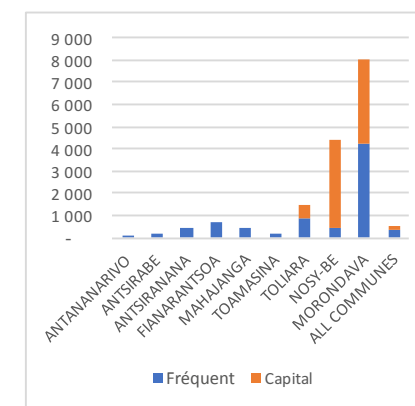
### 3. LES COMMUNES URBAINES (CU), FAIBLES ET SOUS-FINANÇÉES, ONT PEU DE CAPACITÉ À MENER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

- La loi sur la décentralisation de 2014 manque d'orientations claires sur les services que les CU doivent fournir et la délégation claire des responsabilités.
- La décentralisation ne s'est pas accompagnée des capacités institutionnelles, techniques et financières requises au niveau local, ce qui limite la capacité des communes urbaine à fournir des services.
- Les municipalités ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour jouer un rôle actif dans le développement urbain :
  - Les revenus sont faibles**  
Les transferts budgétaires de l'État représentent généralement moins de 5 % des recettes des CU, ce qui fait de Madagascar une exception mondiale. Les revenus propres représentent 95 %, mais la collecte de l'impôt foncier est limitée, en partie à cause d'un enregistrement foncier incomplet, et les frais d'utilisation sont fixés bien en dessous du recouvrement des coûts et sont également limités.
  - Les dépenses récurrentes sont élevées**  
Les dépenses récurrentes représentent plus de 90 % des dépenses totales, ce qui laisse peu de place aux dépenses d'investissement dans les infrastructures et les services.
  - Les emprunts municipaux sont inexistants**  
Les CU sont légalement autorisées à emprunter, mais dans la pratique, aucune n'a emprunté des fonds pour financer des investissements publics ou n'a utilisé des lignes de crédit pour combler des déficits de trésorerie. Étant donné la situation financière précaire des UC, il est peu probable qu'elles empruntent auprès d'institutions financières commerciales.

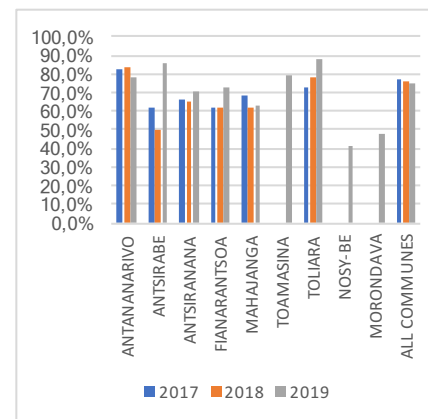
#### ▶ TRANSFERTS EN % DES REVENUS TOTAUX PAR CU



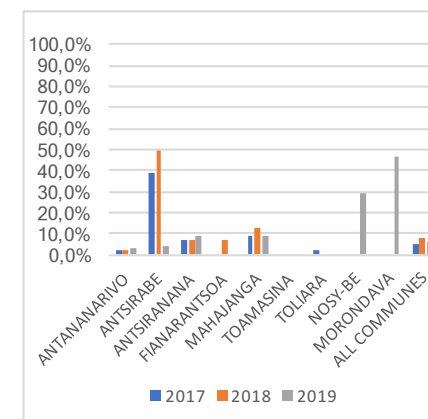
#### ▶ TRANSFERTS/SUBVENTIONS EN 2019 (PAR HABITANT)



#### ▶ DÉPENSES DE PERSONNEL EN % DES DÉPENSES TOTALES



#### ▶ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN % DES DÉPENSES TOTALES



Source: Banque Mondiale, Exploitation données compte administratif par commune, 2020.

## 4. LE MANQUE DE CONNECTIVITÉ ENTRE LES VILLES LIMITE LE DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME URBAIN FONCTIONNEL ET PAR CONSÉQUENCE LE POTENTIEL DE CROISSANCE URBAINE.

### MAUVAISE QUALITÉ DES ROUTES ET ACCÈS ROUTIER VARIABLE :

- Les routes mal entretenues sont souvent endommagées par de fortes pluies ou des catastrophes naturelles, ce qui contribue à de graves perturbations de la connectivité.
- Accès relativement élevé dans les zones autour des grandes villes, mais accès rural limité : On estime que seulement 11% de la population rurale vit à moins de 2 km d'une route praticable en toute saison et en bon état.

### MADAGASCAR NE FONCTIONNE PAS COMME UN SYSTÈME DE VILLES :

- Madagascar ne se résume pas à Antananarivo: chaque ville devrait avoir un rôle à jouer dans un système urbain, elle domine et est le moteur de l'économie malgache, mais cela ne doit pas empêcher la croissance d'autres villes et le développement d'un système urbain multicentrique.
- Un cadre de développement territorial/spatial permettrait au pays d'exploiter le potentiel des différentes zones urbaines, d'améliorer les perspectives de croissance économique et de créer des opportunités d'une manière plus efficace sur le plan spatial.

### RÉPARTITION DES VILLES ET CORRESPONDANCE AUX PRINCIPALES ZONES DE PRODUCTION

#### Taille de la ville

- Pop. < 25 k
- 25 k < Pop. < 100 k
- 100 k < Pop. < 500k
- Pop. > 500k

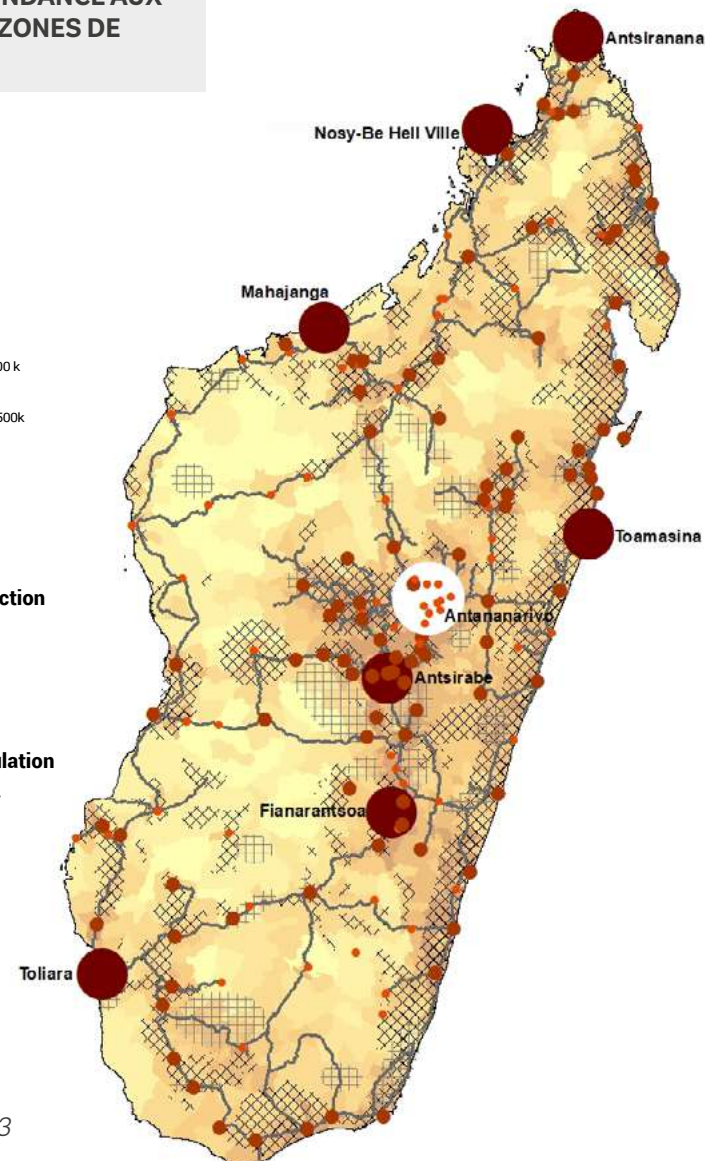
— Route

#### Domaine de production

- Agriculture
- Mining

#### Densité de la population

- Forte : 26 962,7
- Faible : 0,85



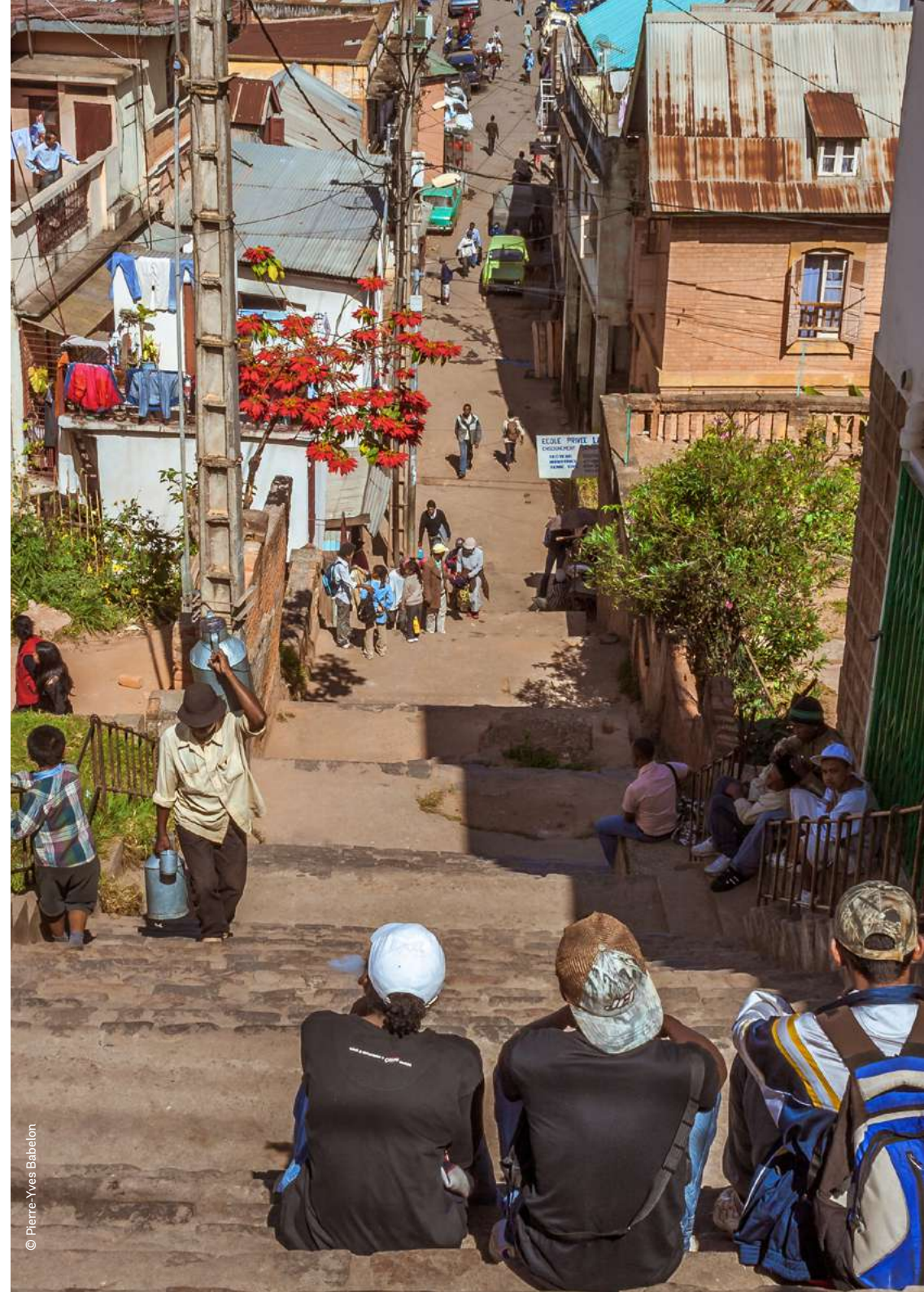
Source : RGPH 3



# 4 UNE PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE

## Domaines de réforme clés et actions prioritaires

- Compte tenu des défis et contraintes identifiés, **il est urgent d'agir maintenant pour transformer les villes malgaches en vue de la croissance économique**, de la productivité et de la résilience futures.
- Considérant que le pays est encore dans le processus d'urbanisation, Madagascar a une opportunité clé d'intervenir maintenant pour gagner les avantages productifs de l'urbanisation en améliorant la planification, le financement, la gestion et la coordination des villes et des régions **avant que la croissance urbaine ne soit verrouillée**.
- Madagascar ne peut **pas se permettre le coût de l'inaction dans la transformation de ses villes**, compte tenu du statu quo, des projections de croissance et des impacts attendus du changement climatique. Sans une action urgente, les villes continueront à se développer de manière informelle avec des résultats économiques, environnementaux et sociaux négatifs.
- Toutefois, **le changement ne se fera pas du jour au lendemain ! Il est essentiel de définir une vision pour enchaîner les réformes politiques et hiérarchiser les interventions afin d'obtenir les résultats souhaités**.
- Cette section propose une feuille de route, une approche stratégique et des interventions prioritaires pour transformer les villes malgaches afin qu'elles puissent jouer un rôle plus important dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté.





## 4 piliers de réforme



### **Renforcer la politique nationale de développement urbain**

Stratégie intégrée avec des objectifs et interventions nationaux pour les régions et les villes



### **Mettre en œuvre un cadre politique coordonné au niveau national**

Réformes politiques dans tous les secteurs pour la durabilité fiscale, environnementale et sociale des villes.



### **Accroître les investissements et le financement des infrastructures et services urbains résilients.**

Investir dans les besoins prioritaires et améliorer la base fiscale pour soutenir les investissements



### **Améliorer les performances et les capacités institutionnelles des villes**

Mettre en place la base institutionnelle pour une gestion plus forte des villes





**pilier 1** 

**RENFORCER LA POLITIQUE ET  
LA STRATEGIE NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT URBAIN**



**Stratégie intégrée avec des objectifs et des interventions nationaux pour les régions et les villes**

► **ÉTABLIR UNE HIÉRARCHIE DES VILLES ET DÉFINIR LES RÔLES FONCTIONNELS DES PARTIES PRENANTES**

- Clarifier les rôles et responsabilités des gouvernements nationaux, régionaux et communaux dans la planification, la fourniture et l'exploitation des infrastructures, des services et des interventions de développement économique.
- Développer des mécanismes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement, ainsi qu'entre les communes d'une même région.

► **PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT D'UN «SYSTÈME DE VILLES» PRODUCTIF DANS TOUT LE PAYS**

- Soutenir la croissance d'autres villes que Tana permettra de créer des emplois dans tout le pays, de manière équilibrée dans l'espace. La politique urbaine doit soutenir des interventions prioritaires pour chaque type de ville :



## GRANDES VILLES

peuvent servir de passerelles vers l'économie mondiale et devenir des moteurs de la création d'emplois pour les pauvres des villes.



## VILLES MOYENNES

peuvent se spécialiser en fonction de leurs atouts naturels (ie, le tourisme) ou concentrer des activités économiques (ie, l'agro-industrie) et servir de plates-formes logistiques reliant les marchés locaux.



## PETITES VILLES

peuvent servir de lien avec les zones rurales en donnant accès aux marchés et aux services.



## RÉGIONS MÉTROPOLITAINES

Une meilleure coordination et connectivité entre les villes peut encourager le développement régional.





## pilier 2

### METTRE EN ŒUVRE UN CADRE POLITIQUE COORDONNE AU NIVEAU NATIONAL

Réformes politiques dans tous les secteurs pour la durabilité fiscale, environnementale et sociale des villes.

#### ► ENERGIE

Des politiques visant à intégrer les énergies renouvelables en tant que source d'approvisionnement sont nécessaires, ainsi qu'une stratégie à long terme pour que les villes malgaches adoptent une approche plus durable et écologique de leurs activités grâce aux économies d'énergie, compte tenu de l'épuisement des ressources.

#### ► GESTION DES DÉCHETS SOLIDES

Une politique nationale de GDS est nécessaire pour mettre en place le cadre institutionnel, juridique et financier pour la fourniture de services de GDS à différents niveaux.

#### ► EAU ET ASSAINISSEMENT

Les investissements ne suivent pas le rythme de la croissance de la demande. L'enjeu est donc de coordonner ces investissements pour qu'il y ait moins d'écart en termes d'accès mais surtout pour assurer la maintenance des infrastructures.

#### ► CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GRC

Les normes de résilience doivent être intégrées dans les plans directeurs urbains, les règlements de construction (et la conformité). La norme nationale de construction de bâtiments résistant aux risques naturels (décret n° 2019-1957) doit être localisée dans le cadre des réglementations sur les CU, de l'aménagement du territoire tenant compte des risques, de la continuité des activités - des services municipaux de base à la suite de catastrophes et du changement climatique.

#### ► LOGEMENT ABORDABLE

Une politique nationale visant à combler le manque de logements abordables doit aborder : (a) les programmes visant à accroître l'accès au financement du logement d'une manière fiscalement durable ; et (b) l'augmentation de l'offre de logements abordables dirigée par le secteur privé dans les zones urbaines.

#### ► DÉVELOPPEMENT SPATIAL ET URBAIN

La Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (2006) doit être mise à jour et avec doit être coordonnée la Politique Nationale de Développement Urbain (2019). En outre, elle doit être traduite en un plan stratégique et un plan opérationnel. La coordination et les synergies avec les autres politiques sectorielles sont indispensables.

#### ► DÉCENTRALISATION ET FINANCES MUNICIPALES

Les villes doivent se voir attribuer des rôles et des responsabilités clairs, des financements et des outils pour planifier et gérer leur territoire en fonction de leur population prévue, de leurs avantages économiques et du climat et du niveau de risque de catastrophe. La politique nationale doit garantir des transferts budgétaires fiscaux fiables, basés sur une formule, proportionnels aux fonctions, aux responsabilités et à la taille des collectivités locales, afin que les communes puissent planifier leurs dépenses.

#### ► MOBILITÉ URBAINE

Une politique de mobilité urbaine doit planifier, financer et mettre en œuvre des projets de mobilité urbaine de manière durable et intégrée à la vision et aux objectifs nationaux.

#### ► FONCIER URBAIN

La réforme foncière de 2005 était axée sur la décentralisation de la gestion des terres dans les zones rurales. Une politique foncière urbaine devrait permettre de mettre à jour les registres fonciers dans les zones urbaines afin de mieux gérer l'utilisation des terres et donc de planifier la croissance résiliente des villes, ainsi que d'améliorer le financement des municipalités grâce à la perception de l'impôt foncier. Cela permettra également de promouvoir les investissements du secteur privé dans les zones urbaines.

#### ► POPULATION

Une politique nationale de gestion de la migration devrait être formulée priorisant l'observation des mouvements migratoires et leurs répercussions sur les villes

# pillier 3



## ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS ET LES FINANCEMENTS EN FAVEUR D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES URBAINS RÉSILIENTS

Investir dans des  
infrastructures  
urbaines résilientes

- Le Gouvernement devrait disposer de fonds - soit directement, soit par le biais de transferts fiscaux aux gouvernements locaux - pour financer les investissements prioritaires dans les infrastructures urbaines, améliorer la productivité économique et la qualité de vie dans les villes, et favoriser la résilience face aux risques.
- Des objectifs et des repères sont nécessaires pour assurer la durabilité physique et financière à long terme des investissements en capital.
- Une planification de l'utilisation des sols tenant compte des risques et une meilleure conformité des zones de construction sont nécessaires pour réduire le nombre de personnes vulnérables exposées aux impacts des catastrophes.





Augmenter la base de ressources fiscales des villes pour soutenir les investissements

- Pour les grandes villes comme Antananarivo et les villes secondaires, la collecte des recettes propres (RSP) doit être augmentée.
- Dans les villes moyennes et petites, des mécanismes de transfert fiscal renforcés sont nécessaires pour soutenir le développement urbain.

Mettre en place un financement des CU basé sur la performance

- Un programme national de transferts fiscaux basés sur la performance pour les grandes et moyennes villes peut les inciter à augmenter leur base fiscale, à améliorer la gestion urbaine et les performances institutionnelles, ainsi qu'à accroître les investissements dans des infrastructures urbaines résilientes.



**pilier 4** **AMÉLIORER LES PERFORMANCES ET LES CAPACITÉS  
INSTITUTIONNELLES DES VILLES****Mettre en place la base institutionnelle  
pour une gestion plus forte des villes**

Parallèlement aux interventions dans les autres piliers, il est nécessaire d'établir la base institutionnelle d'une gestion plus forte des villes en améliorant la performance institutionnelle, la gouvernance et la capacité des administrations régionales et des CU.

**► RENFORCER LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ET DE GESTION DES VILLES**

pour qu'elles puissent remplir leurs fonctions statutaires et stratégiques, et satisfaire aux exigences légales, en apportant un soutien au renforcement des capacités des CU et des administrations régionales. Le gouvernement pourrait utiliser un programme national de financement des gouvernements locaux basé sur la performance (voir le pilier 3) pour atteindre cet objectif.

**► DÉVELOPPER ET AMÉLIORER DES SYSTÈMES DE DONNÉES ET DE RAPPORTS  
FIABLES SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN**

la prestation de services urbains, la gestion financière municipale et la performance institutionnelle des villes et des gouvernements locaux, selon des critères de performance convenus et adaptés au contexte local.



# Réformes et interventions prioritaires ciblées par typologie de ville

Le soutien d'une politique de développement urbain à travers un système national de villes nécessitera des actions à différents niveaux géographiques d'intervention

## NIVEAU NATIONAL Orienter la politique urbaine vers les objectifs de développement économique du territoire

1. Construire une vision et une politique du système urbain malgache conduisant à un plan d'investissement urbain cohérent avec le développement territorial.
2. Appuyer les villes à devenir résilientes au climat
3. Mettre en œuvre la réforme foncière urbaine



## VILLES MOYENNES Anticiper les défis de l'urbanisation rapide

1. Planifier plus efficacement pour répondre aux besoins fondamentaux de la population
2. Anticiper les besoins futurs en matière foncière

## NIVEAU MÉTROPOLITAIN Pour une gestion plus efficace et durable de la ville

1. Améliorer l'efficacité de la gouvernance métropolitaine en tenant compte de la complexité institutionnelle, géographique et économique de la région
2. Élaborer une approche cohérente de la planification et de l'aménagement du territoire au niveau métropolitain pour faire face à l'expansion urbaine
3. Financer et permettre les investissements en capital prioritaires pour la région métropolitaine.



© Guillaume Consistat / Niveau

## GRANDES VILLES Comblir le déficit financier et investir dans les infrastructures et la résilience

1. Améliorer la base de financement pour chaque ville
2. Investir dans des infrastructures structurantes



## PETITES VILLES Se connecter au système urbain et fournir de meilleurs services de base

1. Accroître la capacité de gouvernance des petites villes
2. Aider les petites villes à fournir des équipements communautaires essentiels
3. Améliorer la connectivité économique

# REMERCIEMENTS

La Revue de l'urbanisation de Madagascar a été préparée par une équipe dirigée par Gaël Raserijaona (Spécialiste urbain) et Sohaib Athar (Spécialiste principal en développement urbain), et composée par Judy L. Baker (Ancienne économiste principale), Aanchal Anand (Spécialiste principale économie urbaine), André Teyssier (Spécialiste principal foncier), Oscar anil Ishizawa Escudero (Spécialiste principal en gestion des risques et catastrophes), Lira Hariravaka Rajenarison (Spécialiste du secteur public), Kirsten Homman (Spécialiste principale en économie), Atishay Abbhi (Spécialiste en gestion des risques et catastrophes), Reyna Alorro (Consultante), Joan Razafimaharo (Consultante), Michael Winter (Consultant), Ratsialonana Rivo Andrianirina (Consultant), Armel Firmin Kemajou (Consultant), Christine Lovaso Razanamahandry (Consultante), Bora Ju (Ancienne analyste géospatiale et foncier), Njaka Ranaivoarimanana (Consultant), Razafimandimby Solofoniaina (Consultant), Jin Rui Yap (Consultante), John Michael LaSalle (Consultant), Rodrigo Deiana (Consultant), Miangaly Rabodomalala (Ancienne consultante), Joaquin Muñoz Díaz (Consultant). Le soutien administratif a été assuré par Sandrine Razafimahefa et Seraphine Nsabimana. La conception de la couverture et de la production a été réalisée par Mpanao Hatsarana, MpH™.

Le rapport a été préparé sous la direction et l'orientation générale de Marie Chantal Uwanyiligira (Ancienne Représentante résidente pour Madagascar) et d'Atou Seck (Représentant résident pour Madagascar) et sous la supervision de Catalina Marulanda (Responsable du pôle mondial d'expertise en Développement urbain, résilience et foncier).

Le rapport a été revu par Mark Roberts (Économiste Urbain en chef), Zoe Trohanis (Spécialiste en chef de la gestion des risques de catastrophes) et Diana Tello Medina (Spécialiste du développement urbain). Des contributions supplémentaires ont été apportées Francis Muamba Mulangu (Economiste principal), Jean-Pascal Nguessa Nganou (Economiste principal) et Paulo Guilherme Correa (Ancien Program Leader).

L'équipe remercie le Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT) pour son soutien et ses conseils, en particulier l'Observatoire de l'Aménagement du territoire qui a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe, notamment pour la fourniture de données, ainsi que plusieurs maires de villes de Madagascar. L'équipe a également bénéficié de discussions avec de nombreux ministères sectoriels et d'autres partenaires de développement de Madagascar.

L'équipe est également reconnaissante du soutien apporté par le Programme de développement urbain et régional durable (SURGE), un fonds fiduciaire multi-donateurs administré par la Banque Mondiale et soutenu par le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).







